



POSITIONNEMENT DU MAROC DANS LES CHAÎNES DE VALEUR MONDIALES

L'une des tendances de fonds observées lors des dernières décennies, réside dans l'essor considérable des chaînes de valeur mondiales (CVM), corollaire de la fragmentation croissante des différents segments productifs à l'échelle mondiale. Cette nouvelle configuration a contribué à l'intensification des échanges commerciaux de biens et services intermédiaires, et ouvert, ainsi, la voie vers une plus grande participation des pays émergents et en développement à ces CVM, qui s'érigent désormais en véritables leviers de création de valeur ajoutée et d'emplois.

Le Maroc a réussi, à l'instar de ces pays, à se positionner dans différentes chaînes de valeur et s'est hissé progressivement vers des segments à forte valeur ajoutée, dont l'automobile et l'aéronautique. Cependant, malgré son taux d'ouverture affirmé, la dynamique de son insertion et de montée en gamme demeure faible, comparativement à des pays comparables.

C'est dans ce contexte que le présent policy brief se propose d'apporter plus d'éclaircissement sur la dynamique et le profil de l'intégration du Maroc dans les CVM. Il a pour objectifs de :

- Déterminer le niveau de participation de l'économie nationale aux CVM (en amont et en aval).
- Identifier les origines et les caractéristiques du déficit commercial au Maroc.
- Proposer des recommandations pour tirer meilleur profit de cette intégration.

Pour ce faire, il a été procédé à l'exploitation de la base de données TiVA¹.



Hasna MRANI ALAOUI
Chargée d'études sur la
compétitivité économique



¹ Trade In Value Added élaborée par l'OCDE et l'OMC. Les données utilisées sont issues de la dernière publication apparue en novembre 2021.

1. Chaines de valeur mondiales : appréciation de l'essor et implications

Caractérisé par une forte fragmentation des processus de production et un accroissement des échanges des produits intermédiaires,

l'essor des CVM est désormais appréhendé à travers la mesure des échanges commerciaux en valeur ajoutée.

1.1. Indicateurs d'insertion dans les chaines de valeur mondiales : base TIVA

La montée en puissance de la segmentation de la production à travers les CVM s'est traduite par une intensification croissante des échanges des biens intermédiaires. L'appréciation de ces évolutions est devenue de plus en plus complexe et nécessite désormais un type particulier de statistiques pour éviter une déformation de la réalité.

En effet, la comptabilisation de ces échanges dans le cadre des statistiques traditionnelles du commerce mondial, effectuée en termes bruts, induit un biais de surestimation des flux commerciaux suite à un double comptage de la valeur des produits intermédiaires dans les transactions internationales. Alors que l'appréciation de ces flux doit prendre en compte la valeur ajoutée au produit, plutôt que la valeur finale du produit.

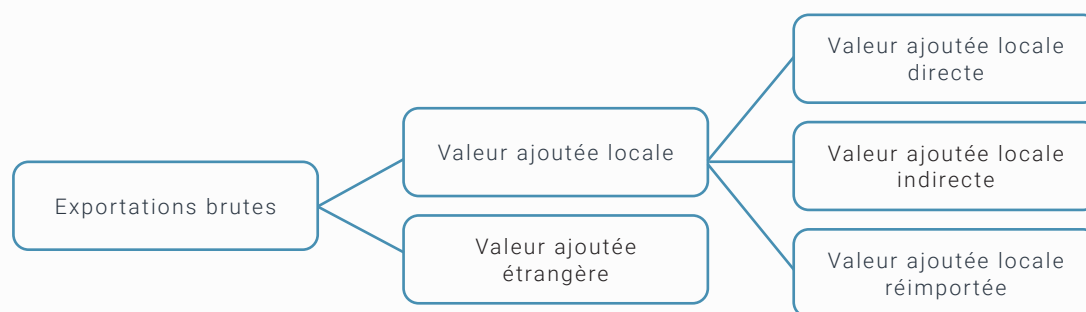
La mesure du commerce en valeur ajoutée évite ce principal biais qui affecte les instruments traditionnels de la statistique économique en distinguant la valeur ajoutée étrangère incorporée dans les biens et services exportés. A ce titre, plusieurs bases de données du commerce en valeur ajoutée ont été développées, à citer en particulier, TiVA de l'OCDE, WIOD de la Commission européenne, EORA de l'Université de Sidney et la base de données de la CNUCED.

Les mesures développées dans ce travail sont dérivées de la base de données TiVA. Cette dernière s'appuie sur les tableaux internationaux d'entrées-sorties (ICIO) de l'OCDE, instruments très utiles pour l'analyse

des relations intersectorielles entre les pays. Elle permet aussi de déterminer les origines mondiales de la valeur ajoutée cumulée présente dans les produits finis et dans les services consommés par les ménages, l'administration et les entreprises².

Tout produit exporté est décomposé en :

- **Valeur ajoutée locale directe incorporée** : Elle reflète la contribution directe par une industrie dans la production d'un bien final ou intermédiaire ou un service destiné à l'exportation (à savoir la valeur ajoutée exportée en produits finaux ou intermédiaires absorbés par les importateurs directs).
- **Valeur ajoutée locale indirecte provenant des biens intermédiaires produits localement** : Elle représente la contribution indirecte des fournisseurs nationaux dans les industries ou les services intermédiaires utilisés dans des exportations des pays tiers. Il s'agit de la valeur ajoutée nationale qui est exportée indirectement vers d'autres pays.
- **Valeur ajoutée locale réimportée** : Elle représente la valeur ajoutée nationale d'un pays qui est réimportée dans les marchandises venant d'un autre pays.
- **Valeur ajoutée étrangère** : Elle reflète la valeur ajoutée étrangère provenant des importations intermédiaires incorporées dans les exportations brutes d'un pays.

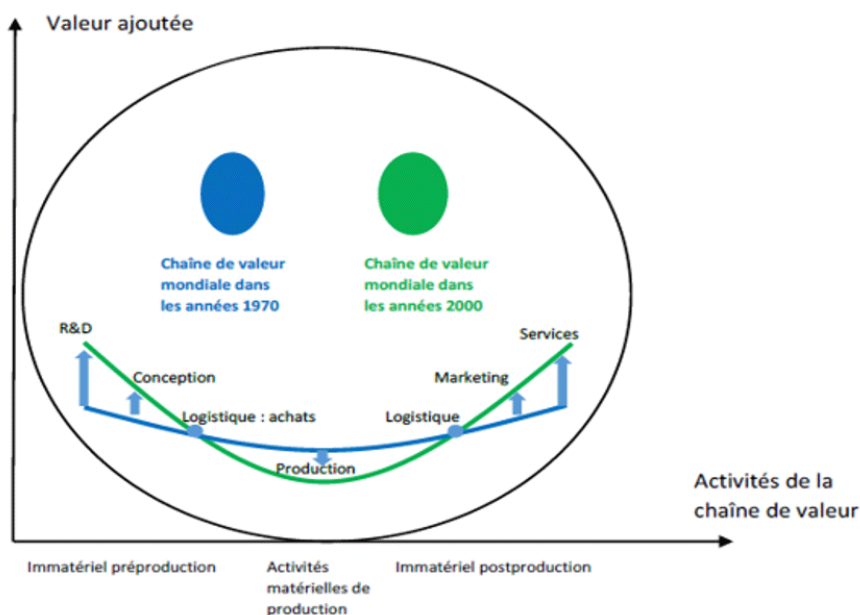


² La construction d'un tableau d'entrées-sorties mondiales nécessite de faire différentes hypothèses, et d'harmoniser et pondérer les données, d'où la nécessité d'interpréter les résultats avec prudence.

La base de données TiVA couvre 66 pays et 45 secteurs sur la période 1995-2018³. Les pays peuvent se situer en amont au début de la chaîne de valeur, dans des activités telles que la production de matières premières ou de biens immatériels (recherche et conception de dessins et modèles), ou en aval à la fin de la chaîne de valeur dans des activités telles que l'assemblage de produits transformés, la logistique ou le service après-vente.

Il est à rappeler que la création de valeur dans une CVM est souvent inégalement répartie entre les activités. La plus forte création de valeur ajoutée se trouve souvent en amont, dans des activités comme le développement conceptuel, la R-D ou la fabrication de composants essentiels, mais aussi en aval, dans les domaines du marketing, de la stratégie de marque ou des services aux clients.

Figure 1 : Répartition de la valeur ajoutée entre les différentes activités



Source : OCDE 2014, d'après Shih (1992), Dedrick et Kraemer (1999) et Baldwin (2012)

1.2. Répercussions économiques de l'intégration aux CVM

L'impact des chaînes de valeur sur le développement économique des pays en développement est fortement débattu dans la littérature. Certains auteurs affirment que l'insertion dans les chaînes de valeur entraîne des spécialisations appauvrissantes, d'autres soutiennent qu'elle est une condition nécessaire au développement économique (Gereffi et Fernandez-Stark, 2011).

L'intégration croissante des pays dans les CVM est porteuse à la fois de risques et d'opportunités. En effet, cette intégration pourrait faciliter l'industrialisation des pays en développement. Baldwin (2011) distingue la construction d'une nouvelle chaîne de valeur d'une intégration d'une chaîne de valeur déjà existante. La construction d'une chaîne de valeur est longue et nécessite l'accumulation de grandes compétences afin de développer une base industrielle

solide. En s'insérant directement dans les chaînes de valeur existantes, les économies en développement peuvent participer aux échanges mondiaux et s'industrialiser sans avoir à développer tout un secteur économique, et ce malgré des capacités limitées (Baldwin 2012)⁴.

La fragmentation internationale des processus productifs ne se restreint pas aux échanges de biens. Elle implique également la mobilité de savoir-faire et de compétences managériales (effets d'entraînement). Les entreprises des pays en développement qui participent à des CVM ont tendance à être plus productives, en bénéficiant de technologies et en s'alignant sur les meilleures pratiques. La croissance et les gains de productivité découlent, également, d'un meilleur accès aux intrants intermédiaires de meilleure qualité ou de moindre coût.

³ Cette édition est basée sur les versions les plus récentes du système des comptes nationaux (SNA08) et de la classification sectorielle (ISIC Rev. 4).

⁴ Trade and industrialisation after globalisation's 2nd unbundling: how building and joining a supply chain are different and why it matters?

Selon la Banque Mondiale, la productivité et les revenus ont augmenté dans des pays comme le Bangladesh, la Chine et le Viet Nam, qui sont devenus partie intégrante des CVM. Selon les estimations de la Banque Mondiale, une hausse de 1% de la participation se traduit par une amélioration de 1% du revenu par habitant, ce qui représente 5 fois plus que le gain lié au commerce traditionnel (0,2%)⁵. Les niveaux d'inflation pourraient connaître, à leur tour, une baisse structurelle résultant en partie de la diminution des prix des intrants importés et de la pression concurrentielle sur les fournisseurs locaux de biens intermédiaires.

Dans le même esprit d'analyse, l'OCDE indique que l'accroissement de la participation aux CVM pourrait déboucher sur une croissance

de la productivité. Les pays qui affichent une participation plus forte aux CVM ont enregistré une croissance significative de la productivité dans les secteurs qui présentent un potentiel de fragmentation plus élevé.

Les CVM pourraient relever certains défis liés principalement à la répartition inégale des bénéfices de la participation à ces chaînes au sein des pays et entre pays, et à la dégradation de l'environnement. Toutefois, peu de données concrètes démontrent que les échanges sont une cause majeure d'accroissement des inégalités de salaires⁶. Le progrès technologique qui favorise les compétences (les travailleurs qualifiés au détriment des non qualifiés) pourrait aussi être responsable des inégalités nationales.

2. Niveau d'intégration et participation de l'économie marocaine aux CVM

Pour comprendre l'ampleur de la participation d'un pays aux chaînes de valeur mondiales, il convient de mesurer la part du contenu étranger dans ses exportations brutes, que

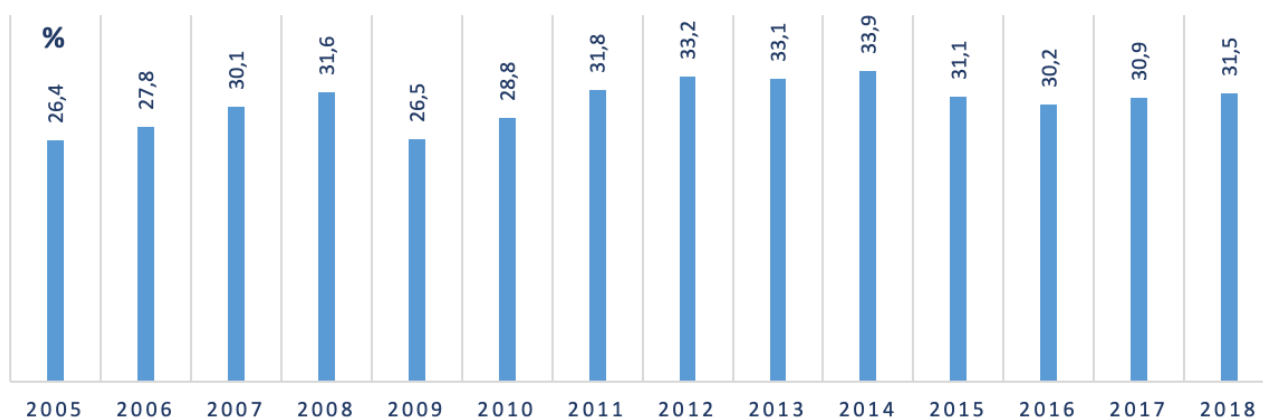
ce soit en tant que produits intermédiaires ou finaux. Un ratio important est synonyme d'une forte intégration dans les CVM.

2.1. Consolidation de l'intégration du Maroc dans les CVM

Le contenu importé des exportations marocaines a connu une progression régulière, quoique modeste, pendant ces deux dernières décennies, pour se situer autour de 31,5% en 2018. La teneur des

exportations en produits importés a connu une nette baisse en 2009 (26,5%), sous l'effet de la crise économique et financière internationale, avant de retrouver son niveau d'avant crise.

Graphique 1 : Evolution du contenu importé des exportations du Maroc (en %)



Source : Elaboration à partir des données de TIVA

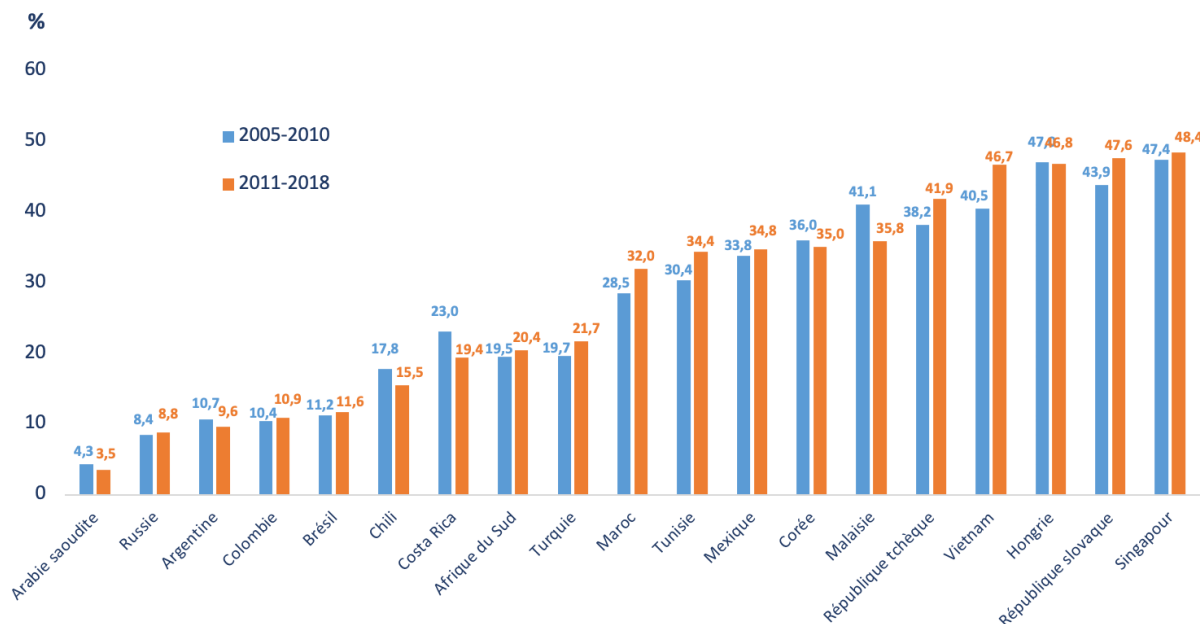
⁵ Rapport de la Banque Mondiale sur le développement dans le monde 2020

⁶ Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2017

Comparativement à d'autres pays, le contenu importé au niveau des exportations marocaines, en moyenne entre 2011 et 2018, (32%) est supérieur à celui des pays comme le Chili (15,5%), le Brésil (11,6%), la Colombie (10,9%), l'Argentine (9,6%) ou l'Arabie Saoudite (3,5%). Cette comparaison est à prendre avec nuance dans la mesure où ces pays sont de grands exportateurs

de matières premières (produits agricoles et miniers). D'autres pays spécialisés dans l'assemblage détiennent, en revanche, des contenus en importations des exportations plus élevés, dont notamment la Hongrie (46,8%), la République tchèque (41,9%), le Mexique (34,8%), la Corée du Sud (35%), la Malaisie (35,8%) et le Vietnam (46,7%).

Graphique 2 : Evolution du contenu importé des exportations d'un échantillon de pays



Source : Elaboration à partir des données de TIVA

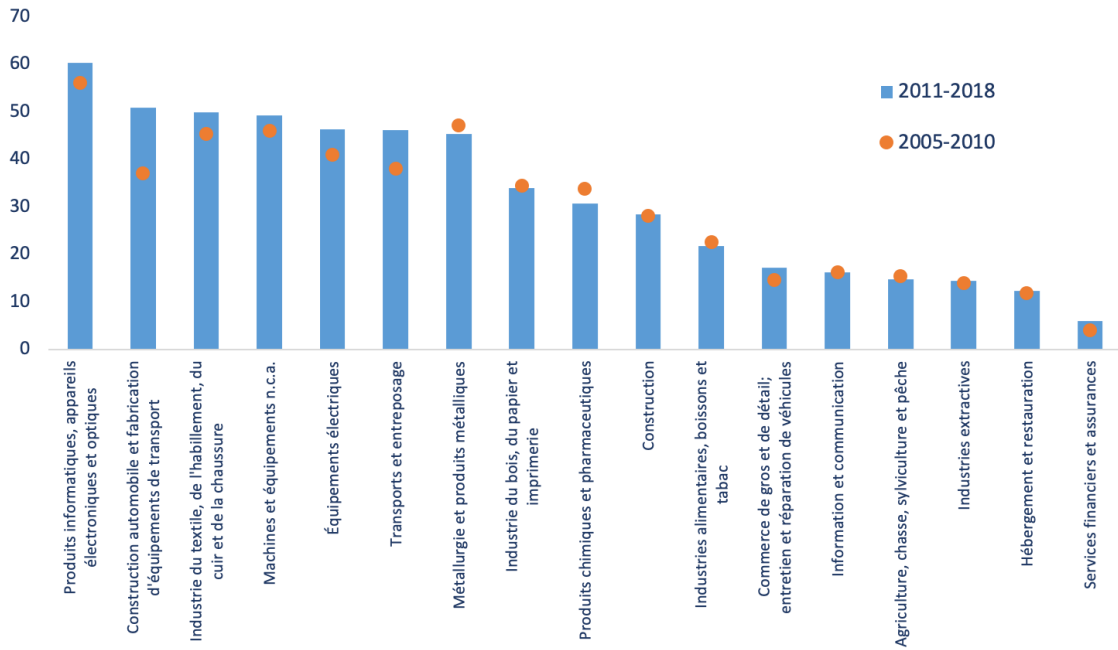
Le graphique qui suit montre une grande hétérogénéité de la participation des différents secteurs aux CVM. Les trois industries marocaines les plus intégrées dans les CVM, sont les produits informatiques, appareils électroniques et optiques, la construction automobile et fabrication d'autres équipements de transport et le textile et habillement, enregistrant les plus hauts niveaux de valeur ajoutée étrangère dans les exportations nationales, soit 60,5%, 51% et 50% respectivement en moyenne sur la période 2011-2018, avec une tendance légèrement haussière par rapport à la période allant de 2005 à 2010.

De même, les exportations des machines et équipements et des équipements électriques recèlent une teneur importante en intrants

importés, en moyenne sur la période 2011-2018, soit respectivement 49,3% et 46,4%. Il est à signaler que le taux du contenu importé des exportations est important au niveau de certaines industries de transformation qui disposent d'un multiplicateur d'emploi très élevé.

Ce taux est plus faible, cependant, au niveau des industries extractives (14,5%) et des produits alimentaires, boissons et tabacs (21,8%), en moyenne sur la période 2011-2018, en quasi stabilité par rapport à la période 2005-2010. Les services aux entreprises (activités immobilières, intermédiation financière) sont les secteurs les moins intégrés, enregistrant les contenus étrangers les plus faibles dans les exportations.

Graphique 3 : Evolution du contenu étranger des exportations marocaines par secteur

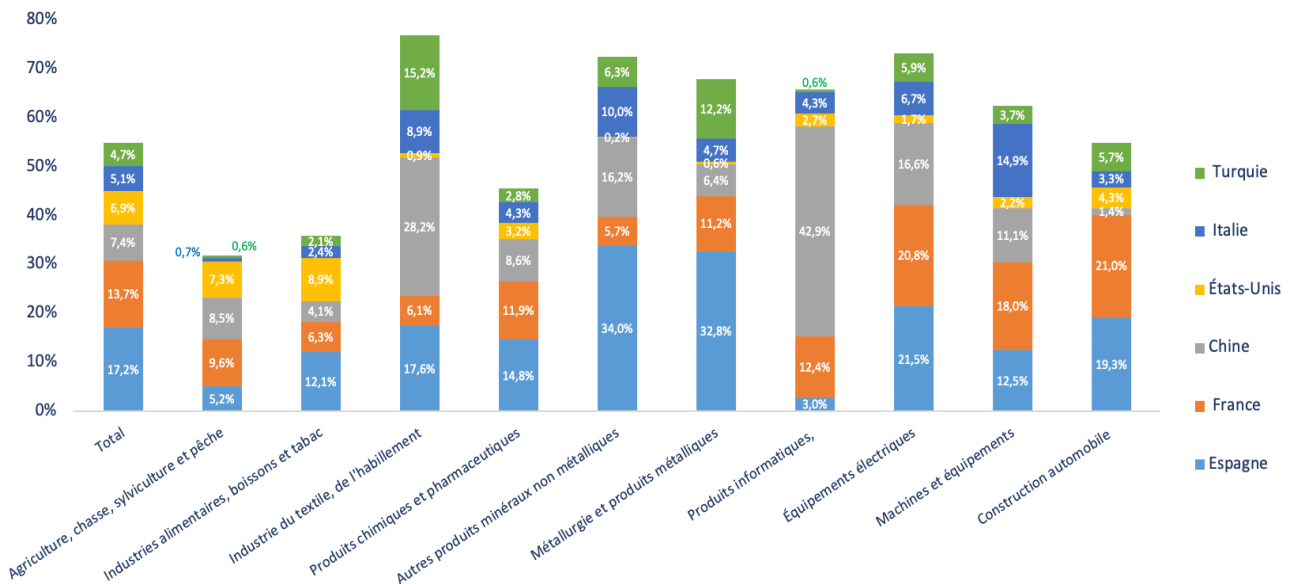


Source : Elaboration à partir des données de TIVA

L'analyse de l'origine des biens intermédiaires importés par le Maroc en 2018 révèle que l'Espagne, la France et la Chine demeurent les principaux fournisseurs du Maroc au niveau global. Par configuration sectorielle, la Turquie représente un fournisseur important de notre pays au niveau des secteurs du

textile habillement et de la métallurgie. L'Italie est le second fournisseur du Maroc en produits intermédiaires de la branche « machines et matériel d'équipement » et le troisième au niveau du secteur du textile et habillement.

Graphique 4 : Origine des biens intermédiaires importés par le Maroc par secteur en 2018



Source : Elaboration à partir des données de TIVA

2.2. Participation du Maroc dans les CVM tirée par l'intégration en amont

Le pourcentage de valeur ajoutée importée dans les exportations est fortement influencé par le type d'insertion d'un pays dans les liens de transformation et/ou par l'assemblage des manufactures des CVM. Cette mesure ne reflète cependant que partiellement la participation aux CVM.

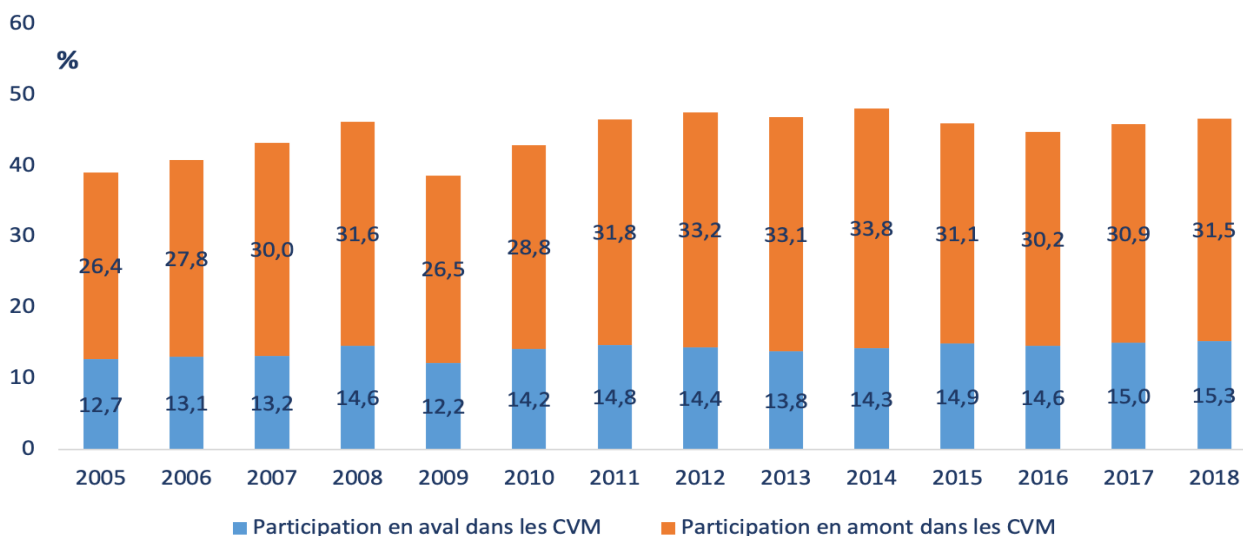
En effet, les pays peuvent s'engager dans les CVM dans deux directions : En amont, selon laquelle un pays peut importer des biens intermédiaires de l'étranger et l'utiliser ensuite pour produire et exporter ses propres biens ; ou en aval, selon laquelle un pays peut exporter ses biens intermédiaires vers des partenaires commerciaux étrangers, qui les incorporent dans leurs propres exportations (participation à terme aux CVM).

Pour capturer ces deux directions, Koopman et al. (2011) ont proposé un indice de participation CVM qui prend en compte la participation en amont (équivalent de la teneur des exportations en produits importés) et la participation en aval (équivalent de la valeur ajoutée locale incorporée sous forme d'intrants intermédiaires dans les

exportations brutes de pays tiers)⁷. Lorsque les liens du pays en amont sont supérieurs à ses liens en aval, le pays est situé en aval des CVM et aura alors tendance à être spécialisé dans les sections finales de la chaîne, en tant que transformateur et/ou assembleur. En revanche, un pays est situé en amont des CVM lorsque ses liens en amont sont inférieurs à ses liens en aval et aura tendance à être dans les liens initiaux, en tant que fournisseur d'intrants intermédiaires.

En l'espace de 13 ans, **le Maroc a gagné 7,6 points dans sa participation dans les CVM** pour s'établir à 46,7% en 2018, sous l'effet, principalement, de la composante relative à la participation en amont (5,1 points). Cependant, sa participation en aval a affiché une amélioration de 2,6 points entre ces deux dates en passant de 12,7% à 15,3% entre 2005 et 2018. Ce résultat dénote d'une dépendance des entreprises nationales à l'égard des intrants étrangers, supérieure à celle des entreprises exportatrices étrangères à l'égard des produits intermédiaires marocains.

Graphique 6 : Participation du Maroc dans les CVM



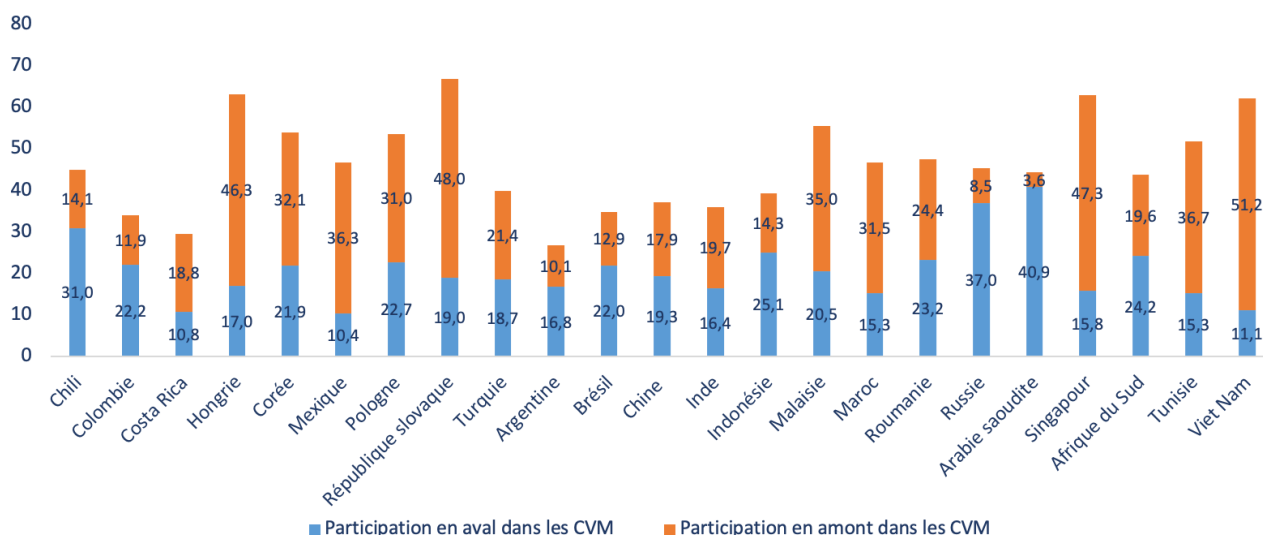
Source : Elaboration à partir des données de TIVA

Le taux de participation du Maroc aux CVM en 2018 est similaire à celui des pays tels que le Mexique, la Roumanie, la Russie ou le Chili, et supérieur à d'autres comme la Turquie, le Brésil et l'Inde. En revanche,

des pays comme la Hongrie et la Slovaquie présentent des taux de participation plus importants que le Maroc compte tenu de leur insertion croissante dans les chaînes de valeur, notamment européennes.

⁷ Rapport sur le commerce mondial, OMC, 2014

Graphique 7 : Participation du Maroc et d'un échantillon de pays dans les CVM



Source : Elaboration à partir des données de TIVA

Le taux de participation aux CVM varie selon les pays et dépend de leurs structures économiques et d'autres caractéristiques. Il est à préciser qu'il rend compte du degré d'intégration des exportations des pays dans un réseau de production fragmenté au niveau international. L'accroissement de la participation aux CVM ne doit pas être considéré comme un objectif en soi. Il s'agit aussi de tirer profit de cette participation et des transferts de technologies pour se spécialiser dans des activités plus productives, à l'image de plusieurs pays qui se sont engagés dans un processus de montée en gamme de leurs exportations, pour se positionner dans des segments à plus haute valeur ajoutée, comme la Corée (secteurs de biotechnologies, nucléaire, aéronautique et cosmétique).

A noter, par ailleurs, qu'un taux de participation élevé est synonyme d'une dépendance accrue des entreprises nationales vis-à-vis des entreprises étrangères. Cette configuration rend le pays en question davantage vulnérable aux chocs externes, comme les perturbations des systèmes productifs des pays partenaires ou encore les changements de politique commerciale mondiale.

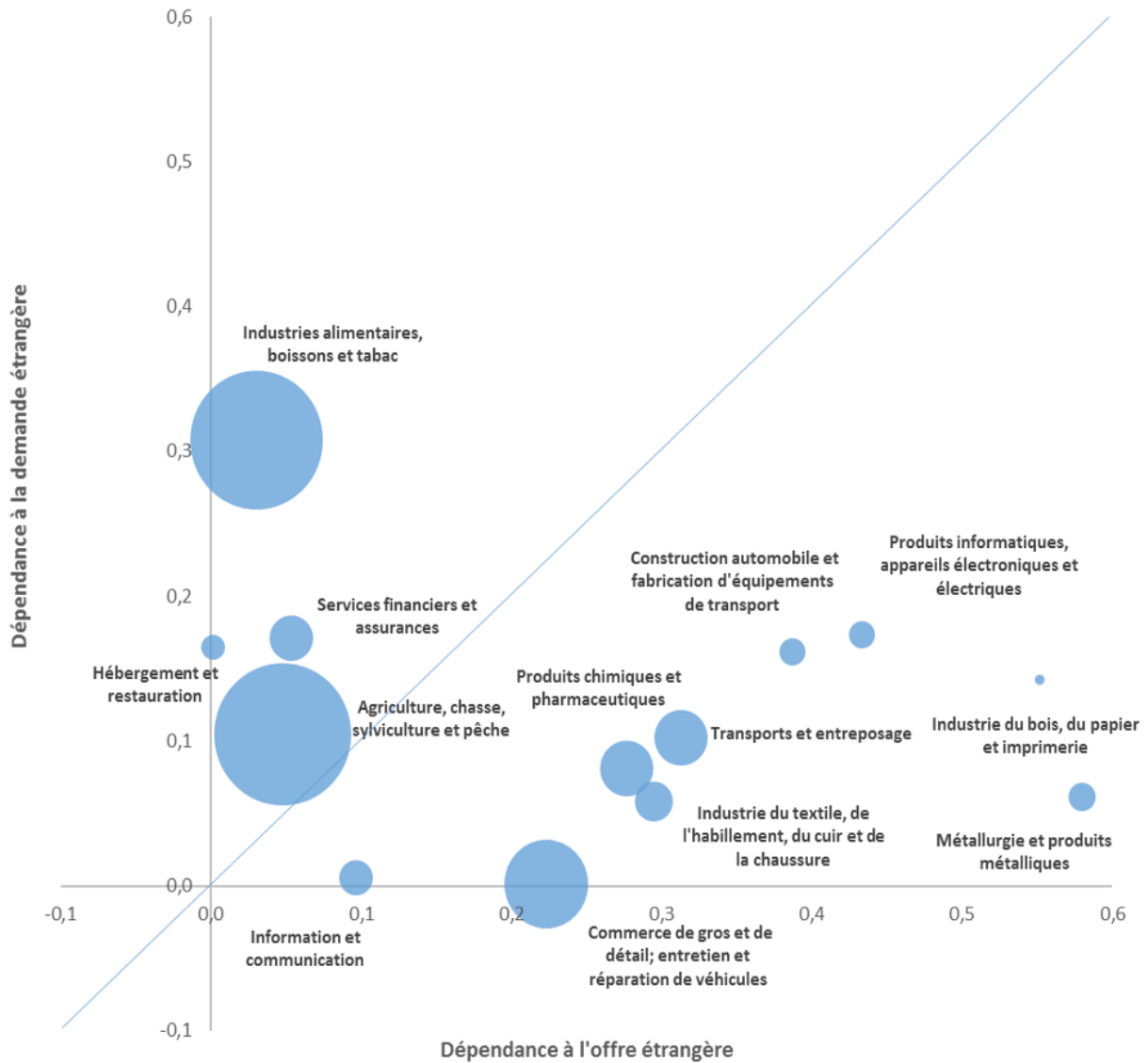
La dépendance de la production à l'offre

étrangère est mesurée en rapportant la valeur des importations de produits intermédiaires à la production du secteur. Quant à la dépendance de la production à la demande étrangère, elle correspond à la part des exportations de biens intermédiaires dans la production du secteur. Pour le cas du Maroc, la dépendance de la production nationale à l'égard de l'étranger s'est accrue, entre 2005 et 2018, du côté de l'offre passant de 13,3% à 16,1%. Quant à celle de la demande, elle est passée de 8,2% à 11,7%.

Sur le plan des dépendances sectorielles⁸, il s'avère que le tissu productif marocain affiche une plus grande dépendance à l'offre étrangère qu'à la demande pour plusieurs branches du secteur manufacturier. Plusieurs secteurs industriels importants, comme le textile-habillement, la chimie, la métallurgie, l'informatique, les équipements électriques, les machines et matériel d'équipement, sont ainsi plus dépendants par l'offre, dans la mesure où ces secteurs utilisent une grande quantité d'intrants importés. En revanche, la dépendance à la demande étrangère est plus importante pour les produits alimentaires et autres produits minéraux non métalliques. Quant au secteur de l'agriculture et pêche, il se trouve à côté de la bissectrice. Ce qui signifie qu'il présente la même dépendance à l'offre et à la demande étrangère.

⁸ Les secteurs situés en dessous de la bissectrice présentent une dépendance plus grande à l'offre qu'à la demande étrangère, et inversement pour les secteurs situés au-dessus.

Graphique 8 : Dépendance à l'offre versus dépendance à la demande étrangère 2013-2018



Source : Elaboration à partir des données de TIVA

La surface des cercles est proportionnelle à la part de la production du secteur considéré dans la production totale.

3. Analyse du déficit commercial marocain en termes de valeur ajoutée

L'analyse du déficit commercial de biens et services du Maroc en termes de valeur ajoutée par pays et par secteur permet d'identifier les origines et les caractéristiques de ce déséquilibre. Il est important de préciser, à cet égard, que la mesure en valeur ajoutée ne modifie pas le montant global de la balance

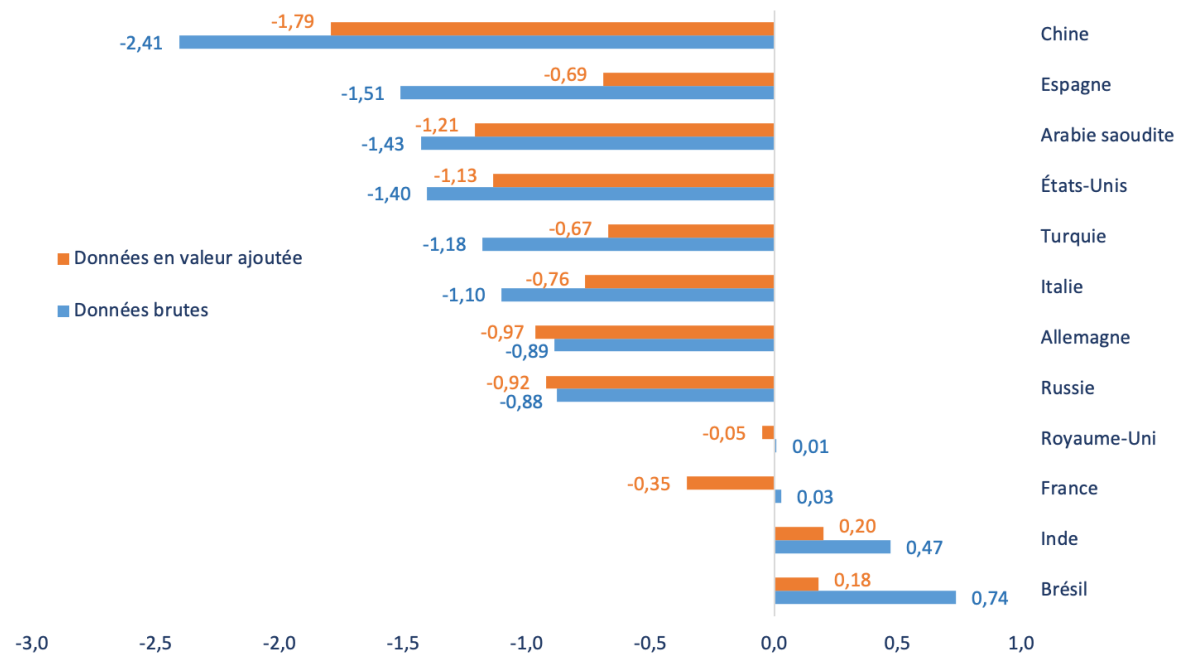
commerciale d'un pays vis-à-vis du reste du monde. Elle peut déboucher, en revanche, sur une nouvelle répartition de ce déficit entre les différents secteurs et partenaires commerciaux et offre, ainsi, une perception différente des soldes bilatéraux.

3.1. Le déficit marocain en valeur ajoutée provient principalement des échanges avec la Chine, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis

L'analyse des échanges durant la période 2011-2018 fait ressortir que le niveau du déficit moyen réalisé avec la Chine, l'Espagne, l'Arabie Saoudite, les Etats Unis et la Turquie, en termes de valeur ajoutée, est inférieur à celui en termes bruts. En revanche, celui avec l'Allemagne et la Russie est supérieur en valeur ajoutée.

Par ailleurs, l'excédent commercial affiché avec la France en termes bruts, se transforme en léger déficit en valeur ajoutée. De même, les excédents bruts réalisés avec l'Inde et le Brésil diminuent en termes de valeur ajoutée.

Graphique 9 : Solde commercial de biens et services, en termes bruts et en valeur ajoutée, par pays partenaire (moyenne 2011-2018, en milliards de dollars)



Source : Elaboration à partir des données de TIVA

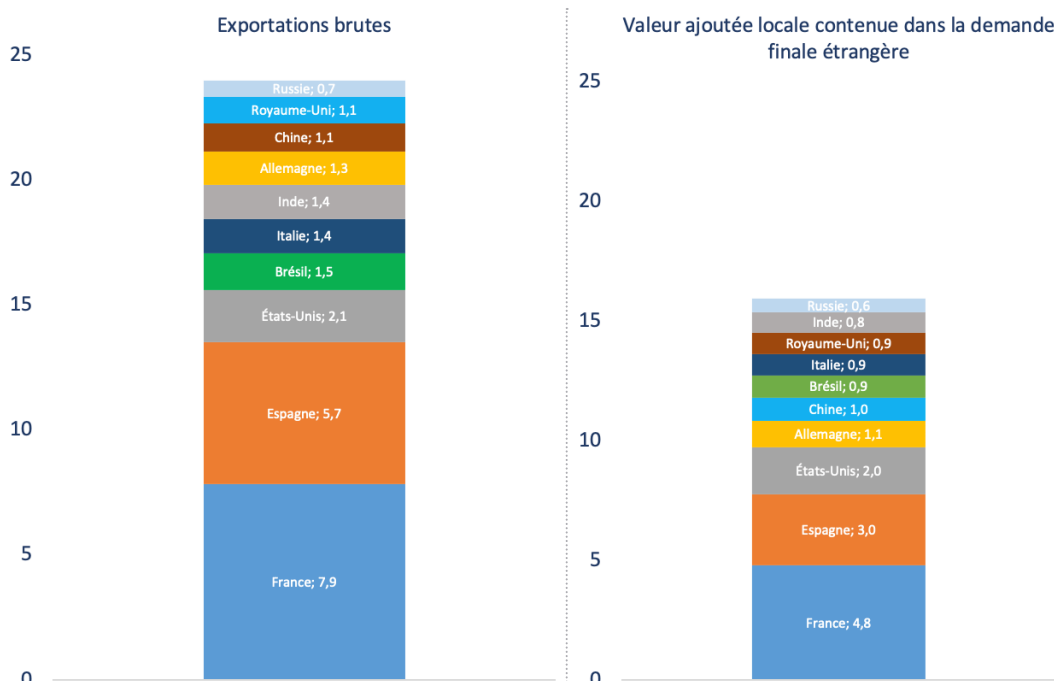
Pour mieux identifier les origines des écarts entre les deux approches, il s'avère opportun d'établir une analyse distincte des exportations et des importations.

L'analyse des exportations révèle que la France, l'Espagne et les États-Unis conservent leur rang comme premiers clients du Maroc selon les deux approches. L'Allemagne, classée septième client en termes bruts, passe à la quatrième position en termes de valeur ajoutée. Par ailleurs, l'Inde se classe au 9^{ème} rang en termes de

valeur ajoutée au lieu de la sixième position en termes bruts.

De façon globale, les exportations marocaines vers la majorité des pays enregistrent des baisses considérables en termes de valeur ajoutée, ce qui révèle l'importance du contenu importé des exportations nationales vers ces pays. A titre d'exemple, la valeur ajoutée locale représente 61% des exportations marocaines vers la France et 52% dans le cas de l'Espagne.

Graphique 10 : Exportations brutes et valeur ajoutée locale contenue dans la demande finale étrangère (moyenne 2011-2018, en milliards de dollars)

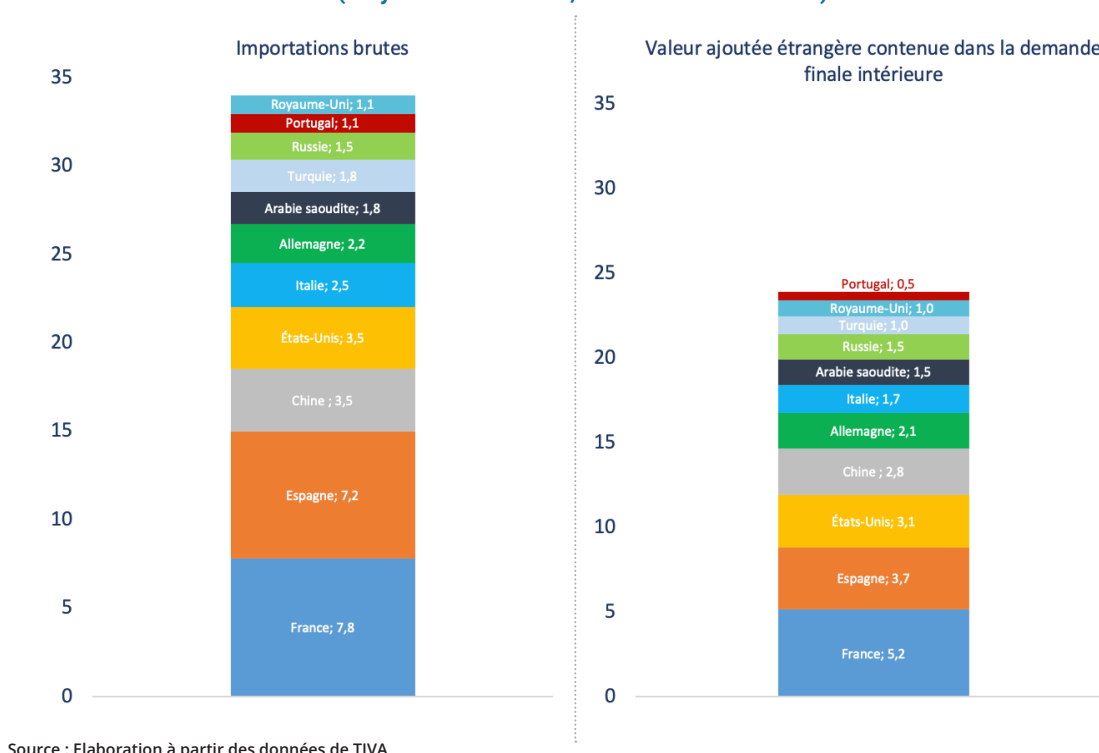


Source : Elaboration à partir des données de TIVA

En termes de valeur ajoutée, la France reste l'origine principale des importations nationales, suivie de l'Espagne. Il est à noter que les Etats Unis et l'Allemagne progressent au rang de 3^{ème} et 5^{ème} fournisseurs du Maroc en termes de valeur ajoutée au lieu de la 4^{ème} et 6^{ème} position en termes bruts, alors que la Chine perd une place pour se situer à la 4^{ème} position en termes de valeur ajoutée.

Les importations en provenance des principaux fournisseurs du Maroc (France, Espagne, Chine et Etats-Unis) sont largement inférieures aux données traditionnelles, en lien avec le contenu étranger élevé dans leurs exportations vers le Maroc.

Graphique 11 : Importations brutes et valeur ajoutée étrangère contenue dans la demande finale intérieure (moyenne 2011-2018, en milliards de dollars)



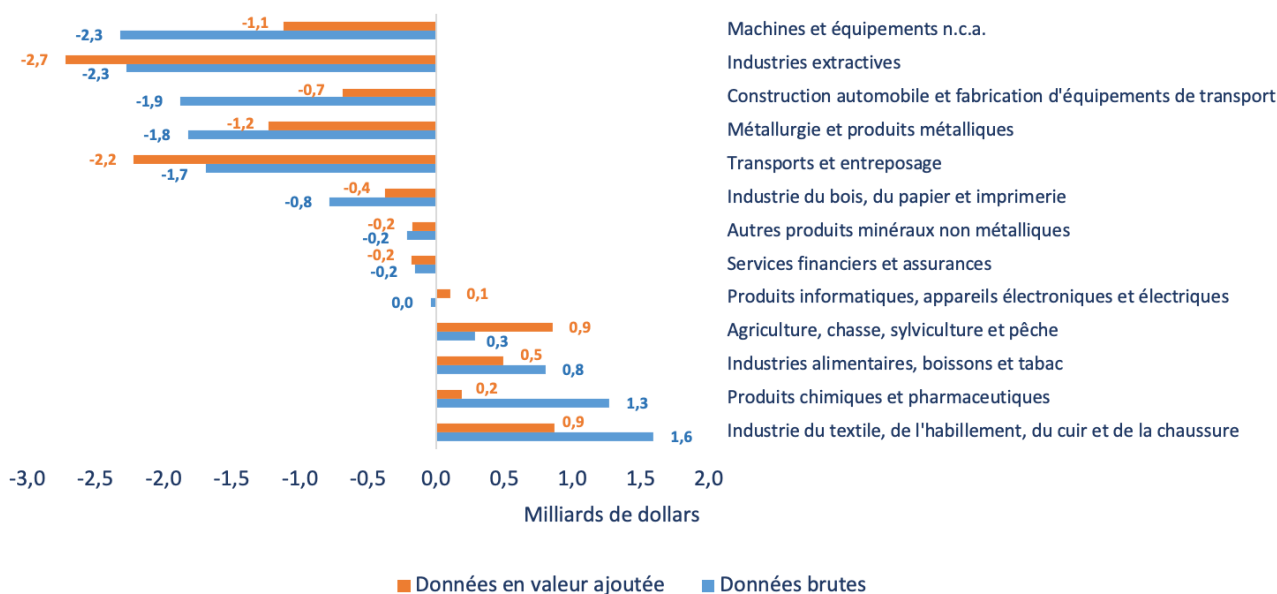
3.2. Evolution différenciée de la valeur ajoutée étrangère dans la demande finale marocaine par secteur et par origine

La décomposition du solde commercial par secteur d'activité montre des différences significatives entre les deux approches. Le déficit en termes de valeur ajoutée baisse par rapport à celui en termes bruts dans le cas de quelques industries manufacturières, notamment des machines et équipements et de la construction automobile et fabrication d'équipements de transport.

En revanche, l'industrie extractive et les services liés aux transports et entreposage

enregistrent un déficit en terme de valeur ajoutée dépassant largement celui en termes bruts. Par ailleurs, l'excédent commercial enregistré par le secteur des produits chimiques et pharmaceutiques, les industries alimentaires, boissons et tabac et l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure est moins important en termes de valeur ajoutée, alors que l'excédent en valeur ajoutée du secteur de l'agriculture et pêche dépasse largement celui en termes bruts.

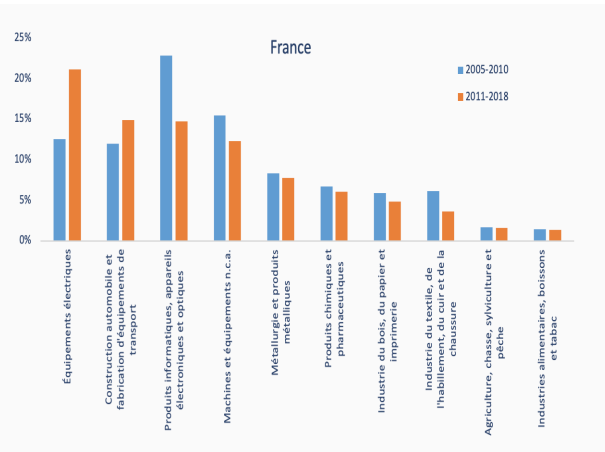
Graphique 12 : Solde commercial marocain de biens et services par secteur d'activité (en moyenne 2011-2018)



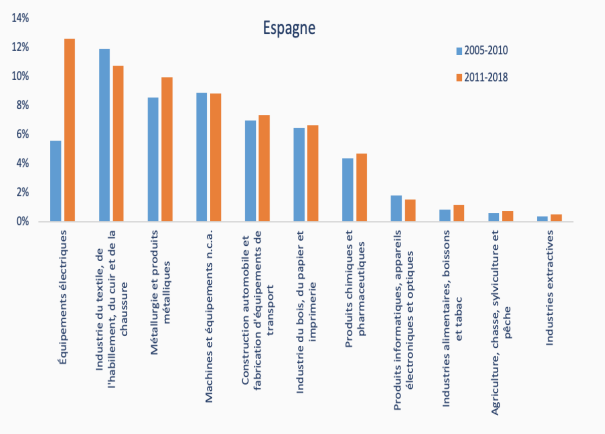
Source : Elaboration à partir des données de TIVA

Encadré : Origine du contenu étranger dans la demande finale intérieure du Maroc par secteur

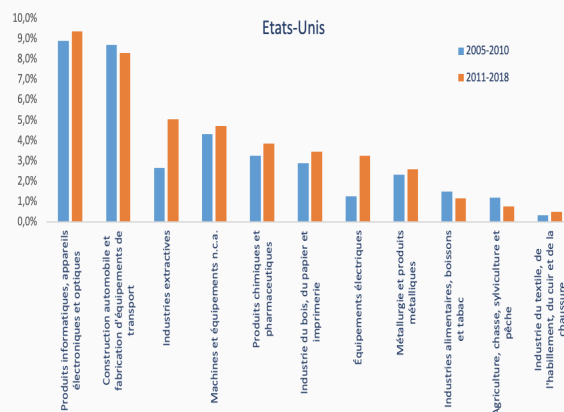
L'analyse de l'évolution de la part du contenu étranger dans la demande finale marocaine par origine géographique révèle que la contribution de la France demeure la plus importante, avec toutefois, une tendance baissière entre les périodes 2005-2010 et 2011-2018 au niveau des produits informatiques, appareils électroniques et optiques ; et machines et équipements. En revanche, le contenu français a progressé au niveau des secteurs des équipements électriques et des véhicules automobiles.



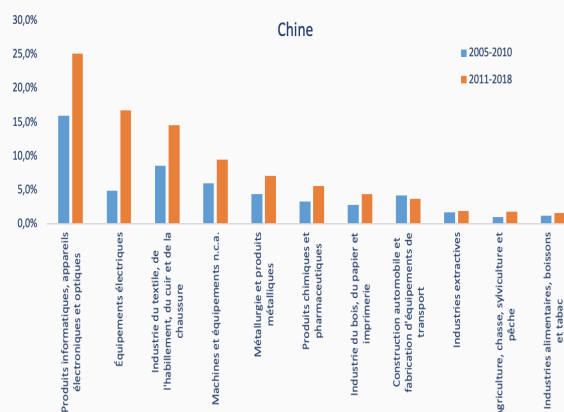
De son côté, l'Espagne conserve sa position en tant que second fournisseur du Maroc en termes de valeur ajoutée. Cette contribution varie selon les secteurs. Elle a enregistré une hausse au niveau des équipements électriques, alors qu'elle a diminué légèrement au niveau du secteur de l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure.



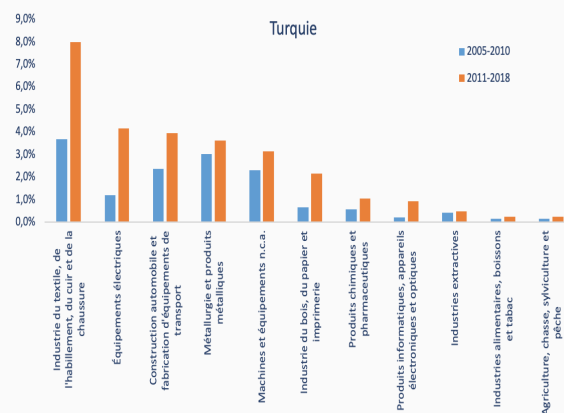
Les contributions les plus importantes des Etats Unis (3^{ème} fournisseur du Maroc en termes de valeur ajoutée) concernent les produits informatiques, appareils électroniques et optiques ; la construction automobile et fabrication d'équipements de transport et les industries extractives.



La contribution chinoise à la demande finale marocaine a progressé au niveau de tous les secteurs, à l'exception des véhicules automobiles. Elle a atteint 25,1% dans le cas des produits informatiques, appareils électroniques et optiques, 16,8 % dans les équipements électriques et 14,6% dans l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure.



La Turquie, qui est classée 9^{ème} fournisseur du Maroc en termes de valeur ajoutée, a vu sa part progresser au niveau global entre les deux périodes. Les plus fortes hausses sont enregistrées au niveau de l'industrie du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure et des équipements électriques.



» Conclusion et recommandations

Le Maroc a réussi, en l'espace de quelques années, à améliorer son positionnement dans les CVM. En ce sens, il y a une augmentation modeste à la fois de l'incorporation de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations nationales et de la valeur ajoutée locale dans les exportations des pays tiers, quoique des disparités notables persistent au niveau des différents secteurs productifs. Sa participation en amont a progressé à un rythme plus élevé que celle en aval. Cette configuration rend l'économie nationale plus vulnérable aux chocs d'offre potentiels de pays positionnés plus en amont des CVM.

Certes, le Maroc dispose de marges de manœuvre pour des économies d'échelle substantielles, mais il demeure confronté au double défi de passer à des segments à plus forte valeur ajoutée et d'y impliquer davantage le tissu productif local à ces chaînes, au risque de rester confiné aux segments non porteurs. Notre pays est contraint de déployer des efforts supplémentaires et de relever des défis pour monter en gamme et accélérer le processus de transformation structurelle. Ces défis sont liés particulièrement à :

- L'investissement dans le capital intellectuel : cet investissement contribue non seulement à l'amélioration de la productivité, mais également à la différenciation du produit fini de la chaîne et au renforcement de sa présence sur les réseaux mondiaux. Selon l'OCDE, trois grands types de capital intellectuel interviennent dans les CVM : les données informatisées (logiciels et bases de données) ; le capital d'innovation (R-D et autres facteurs d'innovation, droits d'auteurs, modèles et dessins et marques commerciales) ; et les compétences économiques (valeur de la marque, compétences particulières en matière de technologie et de gestion, réseaux et structures organisationnelles). En effet, le haut niveau de la création de valeur à l'intérieur d'une CVM s'atteint souvent en amont, dans des activités particulières comme le développement conceptuel, la R-D ou la fabrication des pièces détachées et de composants essentiels, mais aussi en aval, par exemple dans les domaines du marketing, de la stratégie de marque ou des services à la clientèle.

Dans ce sens, il convient d'assurer une cohérence entre l'offre de formation des compétences et les choix stratégiques de développement du pays et une meilleure connexion entre les centres de recherche et le secteur privé.

- Le renforcement de l'intégration au niveau régional : ce qui pourrait constituer un tremplin pour une meilleure insertion de notre pays dans les CVM. L'exploitation de la complémentarité des facteurs de production et des ressources au niveau régional renforcerait la compétitivité des industries et les liens avec les économies locales, induisant ainsi des effets d'entraînement catalyseurs de croissance. La multiplication des accords commerciaux régionaux (ACR) en Asie du Sud-Est, au cours des dernières années, a contribué à l'intégration de la zone dans les CVM. Le Costa Rica constitue un exemple de pays qui, grâce aux 11 accords commerciaux qu'il a négociés avec 42 pays, a amélioré son insertion dans les CVM de l'électronique, de l'équipement médical, de l'automobile et de l'aéronautique.
- L'adaptation du code de travail : les réglementations strictes en termes d'embauche et de licenciement réduisent les possibilités aux entreprises marocaines de s'adapter aux variations de leur activité économique et de s'adapter aux différents chocs exogènes. Elles contribuent, en outre, à retarder les processus de réallocation de la force de travail et d'adaptation aux besoins du tissu productif. Il importe, ainsi, de simplifier le Code du travail en prenant comme modèle les normes et les pratiques internationales sur des aspects comme les indemnités de licenciement, le recours aux contrats à durée déterminée, la flexibilité du nombre d'heures travaillées et la rémunération des heures supplémentaires.
- L'amélioration de la qualité des institutions et des administrations qui pourrait être déterminante dans la décision d'investissement : notre pays gagnerait à accélérer la réforme de l'administration à travers la mise en œuvre des dispositions des mesures législatives et l'accélération de la mise

en place de la Charte de Déconcentration Administrative en tant que jalon pour accompagner la dynamique territoriale et le soutien à la transformation digitale de l'Administration,...

Les CVM exigent, en outre, des institutions publiques saines qui veillent au respect des termes des contrats, protègent les droits de propriété et les investisseurs, garantissent l'impartialité du pouvoir judiciaire et luttent contre la corruption. Ainsi, il est indispensable de poursuivre la mise en œuvre de la charte de la réforme de justice, dont les grands objectifs consistent à consolider l'indépendance du pouvoir judiciaire, à moraliser le système de la justice, à renforcer la protection des droits de l'homme et des libertés, à améliorer

l'efficacité et l'efficience de l'appareil judiciaire, à étendre les capacités institutionnelles du système judiciaire et à moderniser l'Administration judiciaire.

- La poursuite de l'amélioration de la qualité de la logistique compte tenu de son rôle dans la facilitation des échanges et le développement des CVM : d'après l'OCDE, chaque jour supplémentaire requis pour préparation d'une livraison ou réception internationale contracte le volume des échanges d'environ 4%. Il convient également de mettre en place une stratégie de développement du fret (maritime, aérien, routier) à l'égard des pays de l'Afrique sub-saharienne afin de promouvoir les échanges intra-régionales et favoriser l'édification des chaînes de valeur régionales.

» Références bibliographiques

- Banque Mondiale, « Rapport sur le développement dans le monde : Le commerce au service de développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur », 2020
- BAD, OCDE, PNUD ; « Perspectives économiques en Afrique 2014 : Les chaînes de valeur mondiales et l'industrialisation de l'Afrique », 2014.
- Baldwin. R, Trade and industrialisation after globalisation's second unbudling: how building and joning a supply chain are different and why it matters? National bureau of economic research, Working Paper 17716, 2011.
- FEMISE, « Identification des obstacles à l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales des PME marocaines », 2019
- Gereffi & Fernandez-Stark, Global value chain analysis: Center on Globalization, Governance & Competitiveness (CGGC) Duke University Durham, 2011.
- MEF/DGT, « le commerce en valeur ajoutée », 2018.
- O. Cattaneo G. Gereffi S. Miroudot D. Taglioni, Joining, Upgrading and Being Competitive in Global Value Chains, Policy Research Working Paper 6406, 2013.
- OCDE ; « Economies interconnectées : comment tirer parti des chaînes de valeur mondiales », 2014
- OCDE, « Guide to OECD's Trade in Value Added (TiVA) Indicators » , 2018
- OCDE, Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2017 : compétences et chaînes de valeur mondiales.
- OIT, « Des chaînes de valeur mondiales pour un avenir inclusif et durable », 2018



CONTACT

Adresse

DEPF

Boulevard Mohamed V. Quartier
Administratif,
Rabat-Chellah Maroc



Téléphone

(+212) 5 37.67.74.15/16

Online

Email : depf@depf.finances.gov.ma
Site web: depf.finances.gov.ma

Impression

Centre d'impression de la DAAG

DERNIERS NUMÉROS PARUS

2021

- N° 27 - Décembre** L'économie marocaine face aux enjeux du changement climatique : scénarii d'impact à l'horizon 2050 et politiques d'adaptation
- N° 26 - Novembre** L'intégration du Maroc à la Zone de Libre-Echange Continentale (ZLECAf) : Scénarii d'impacts à l'horizon 2035 et politiques d'accompagnement
- N° 25 - Novembre** Commerce et investissement en faveur de l'environnement : Quelle position du Maroc ?
- N° 24 - Novembre** Orientation de la politique budgétaire au Maroc
- N° 23 - Octobre** Impact des ALE du Maroc sur son commerce extérieur : Une approche de contrôle synthétique
- N° 22 - Septembre** Rotation sectorielle et cycle économique au Maroc
- N° 21 - Juin** Les territoires face à la pandémie COVID 19 : Impact sur l'économie des régions
- n° 20 - Mars** Quelle attractivité économique pour les préfectures et provinces du Maroc : productive ou résidentielle
- N° 19 - Février** Covid-19 : Quel risque de déflation pour l'économie nationale ?